



# Société des loteries de l'Atlantique – La non-gouvernance

Rapport de la vérificatrice générale – Octobre 2016  
Volume II, chapitre 3

## Le pourquoi de l'audit :

- La SLA appartient aux gouvernements des provinces de l'Atlantique
- La SLA a été auditée pour la dernière fois par les vérificateurs généraux en 1996
- La Société a remis environ 368 millions de dollars de bénéfices aux provinces de l'Atlantique en 2014-2015
- La SLA fournit des recettes importantes aux provinces de l'Atlantique et a été soumise à une concurrence de plus en plus vive

## Conclusions générales :

- Rémunération administrée conformément aux politiques de l'entreprise
- Augmentations salariales importantes accordées aux cadres supérieurs sans consultation auprès des actionnaires
- Frais de déplacement, d'accueil et du conseil d'administration pas bien gérés
- Contrats gérés adéquatement, mais le processus a besoin d'être documenté
- L'achat de services fonctionne bien, mais certaines améliorations sont nécessaires

## Nos constatations d'audit :

### Ce qui fonctionne bien

- Les salaires et les primes sont versés selon les politiques de la SLA
- Il existe une politique sur les frais de déplacement et autres frais
- Les contrats ont des clauses pour protéger la SLA et sont surveillés régulièrement
- L'achat de services respecte les politiques de la SLA

### Faiblesses que nous avons relevées

- Importantes augmentations de la rémunération des cadres supérieurs sans consultation auprès des actionnaires
- Les salaires maximums du directeur de l'exploitation et du directeur des finances ont augmenté de 56 pour cent
- Cotisations excédentaires au régime de retraite
- Manque de divulgation publique des salaires
- Certains frais de déplacement, d'accueil et du conseil d'administration non convenablement approuvés ou non corroborés par une documentation appropriée
- Dépenses pour des billets de concerts pour des élus, des politiciens et des fonctionnaires
- 111 000 \$ dépensés pour des événements de Noël au cours de la période de 29 mois soumise à l'audit, non conforme aux pratiques des gouvernements actionnaires
- Le processus de surveillance des contrats n'est pas documenté
- Une facture de 1 million de dollars n'a pas été convenablement approuvée
- Des déclarations de conflits d'intérêts n'ont pas été obtenues des fournisseurs